

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 16/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEG

190 BIS ROUTE DE PONTOISE
BP 80212
95100 Argenteuil

Références : ud95-2026-0116
Code AIOT : 0006505365

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement STEG implanté 190 bis, ROUTE DE PONTOISE 95100 Argenteuil. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEG
- 190 bis, ROUTE DE PONTOISE 95100 Argenteuil
- Code AIOT : 0006505365
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société STEG appartient au groupe Dynel et fait partie de la Base Industrielle et Technologique de Défense. Elle emploie une vingtaine de salariés pour un chiffre d'affaire de 2,4 millions d'euros. Elle accueille sur 1800 m² un atelier de traitement de surface de pièces métalliques destinées aux secteurs aéronautique, spatial et nucléaire. Elle se spécialise dans le chromage dur qui représente les trois quart de son activité, le polissage électrolytique et la passivation chimique.

L'installation, autorisée par arrêté préfectoral du 15 novembre 1982, est réglementée par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2007. L'installation relève de la directive IED au titre de la rubrique 3260.

L'installation est « zero rejet aqueux » depuis 1995. Suite à un incendie survenu en 2010, la société STEG a supprimé tous les systèmes électriques de chauffe sur les bains de traitement et a fait installer une nouvelle chaudière permettant de chauffer les bains grâce à un circuit et des serpentins passant dans les bains.

Contexte de l'inspection :

- Plan Pluriannuel de Contrôles

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Air
- Déchets
- Inspection généraliste produits chimiques (CLP / REACH)
- Inspection généraliste équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et de la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 557-53 à L. 557-58 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.II	/	Demande d'action corrective	9 mois
3	Surveillance des rejets dans l'air	AP Complémentaire du 05/01/2011, article 6 (Prescription techniques)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Stockage INEO Chrome	AP Complémentaire du 23/10/2007, article 1 (Prescriptions techniques, Titre 3)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, I	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques – contrôle périodique	AP Complémentaire du 23/10/2007, article 5 (Prescriptions techniques, titre 2)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Entreposage déchets dangereux	AP Complémentaire du 23/10/2007, article 2 (Prescriptions techniques, Titre 7)	/	Observation n°1
5	Solvants organiques	Décret du 28/10/2019, article Annexe	/	Sans objet
7	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	/	Sans objet
8	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	/	Sans objet
9	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3	/	Sans objet
10	Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
11	Etiquetage CLP	Règlement européen du 31/12/2008, article 17	/	Sans objet
12	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, III	Avec suites, Demande d'action corrective	Observation n°2
14	Inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport relève 6 non-conformités et une observation.

Bien qu'il n'ait pas été relevé de non-conformité majeure en ce qui concerne les produits chimiques, l'exploitant est tenu de connaître les risques associés aux matières dangereuses mises en œuvre, même en l'absence de fiche de données de sécurité.

L'exploitant n'ayant pas fait la démonstration du retour à la conformité en ce qui concerne la réglementation des équipements sous pression, il est proposé à Monsieur le préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de constituer les dossiers d'exploitation des 3 équipements sous pression du site conformément à l'article 6.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques – contrôle périodique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2007, article 5 (Prescriptions techniques, titre 2)
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques – contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : -
Prescription contrôlée : <u>Installations électriques - Mise à la terre</u> [...] Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défécuosité relevée dans les délais les plus brefs [...]
Constats : Suite à l'inspection du 20 mars 2025, l'exploitant a informé l'inspection que l'ensemble des installations électriques de l'établissement avait été contrôlé et a transmis le certificat Q18 réalisé par le Bureau Veritas et daté du 27 mai 2025. Le contrôle relève une « absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités » et conclut que l'installation « peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion ». Lors de la visite, l'exploitant a présenté le devis réalisé par la société INDUSELEC daté du 31 juillet 2025 pour « levées de réserves (Q18) ». Le devis est signé « Bon pour accord » au 27 août 2025. La liste des interventions correspond aux observations issues de la vérification du Bureau Veritas. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.II
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : II.-Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé : -dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; -dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un dispositif de détection automatique d'incendie avait été installé au cours de l'année 2024. La déclaration d'installation du système de détection automatique d'incendie réalisée par l'APSAD et datée du 20 janvier 2015 a été transmise par courriel du 5 mars 2026. L'exploitant indique que le dispositif de détection automatique ne comprend pas de sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cependant, l'exploitant indique avoir remplacé les résistances chauffantes par des serpentins d'eau pour limiter les départs de feu dans les bains. Bien que ce remplacement constitue une importante mesure de réduction du potentiel de danger, l'accidentologie des installations de traitement de surface montre qu'il peut y avoir d'autres causes de départ de feu. La prescription s'applique donc sauf à en faire la démonstration par la mise à jour de l'étude de dangers. Non conformité n°1 : L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que le dispositif de détection automatique d'incendie incluait une sonde de température dans les systèmes d'aspiration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : Surveillance des rejets dans l'air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/01/2011, article 6 (Prescription techniques)
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : « La surveillance des rejets dans l'air porte sur [...] les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants visés ci-après, est réalisée par un organisme agréé au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de

chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations.
[...]

POINT DE REJET	POLLUANT
Effluents atmosphériques de l'atelier de traitement de surface	Acidité totale, exprimée en H
	HF, exprimé en F
	Cr total
	Cr VI
	Ni
	Alcalins, exprimés en NO ₂
	SO ₂
	NH ₃
Effluents atmosphériques de la cuve de trichloroéthylène	Trichloroéthylène si consommation > 1 tonne / an

[...] »

Constats :

Par courriel du 5 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de contrôle des rejets dans l'air réalisé par le laboratoire SYPAC et daté du 15 février 2023. L'Inspection constate que le rapport date de plus de un an.

Par ailleurs, seul le chrome hexavalent (CrVI) a été analysé alors que d'autres substances doivent également être suivies.

Pour terminer, l'Inspection constate que le laboratoire SYPAC n'est pas sur la liste annexée à l'arrêté du 4 décembre 2025 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère

Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/01/2011, la périodicité de l'autosurveillance n'est pas respectée.

Non-conformité n° 3 : Contrairement à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/01/2011, l'exploitant ne réalise pas son autosurveillance sur l'ensemble des paramètres listés. .

Non-conformité n°4 : Contrairement à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/01/2011, l'exploitant n'a pas eu recours à un organisme agréé/ accrédité pour la surveillance de ses émissions dans l'air. .

Type de suites proposées : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Entreposage déchets dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2007, article 2 (Prescriptions techniques,

Titre 7)										
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets dangereux										
Prescription contrôlée : <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>En tout état de cause, la quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la quantité trimestrielle produite (sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (<5 t/an) ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas 1 an.</p>										
Constats : <p>Il a été constaté que les déchets dangereux étaient stockés dans des récipients en bon état (fûts et bidons) entreposés dans l'atelier qui protège des intempéries et fait office de rétention. L'exploitant indique que la quantité annuelle de déchets dangereux étant faible, l'enlèvement est effectué tous les deux ans par la société SARP Industrie à Limay. L'historique des déclarations GEREP (cf. tableau) repris dans le tableau suivant est cohérent avec cette modalité d'organisation mais n'est pas conforme à la prescription.</p> <table border="1" data-bbox="435 1097 1144 1476"> <tr> <td>2021</td> <td>22,893</td> </tr> <tr> <td>2022</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>2023</td> <td>9,59</td> </tr> <tr> <td>2024</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>2025</td> <td>38,655</td> </tr> </table> <p>Observation n°1: A la date de l'inspection, la quantité stockée correspond aux déchets générés depuis juin 2025. Le délai est donc conforme à la prescription. Toutefois, compte tenu des quantités générées en moyenne sur les cinq dernières années, il est rappelé que la <u>fréquence minimale d'enlèvement des déchets est annuelle</u>.</p>	2021	22,893	2022	0	2023	9,59	2024	0	2025	38,655
2021	22,893									
2022	0									
2023	9,59									
2024	0									
2025	38,655									
Type de suites proposées : Sans suite										

N° 5 : Solvants organiques

Référence réglementaire : Décret du 28/10/2019, article Annexe
Thème(s) : Situation administrative, Solvants organiques
Prescription contrôlée :

Rubrique créée à compter du 1er janvier 2020

	Désignation de la rubrique	A, E, D, C (1)	Rayon (2)
1978	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :	D	
	4. Nettoyage de surface à l'aide de composés organiques volatils à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou de composés organiques volatils halogénés à mentions de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/ CEE et 1999/45/ CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 1 t/ an	D	
	5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/ an		

(1) Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.

(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement(2) Rayon d'affichage en kilomètres

Constats :

L'exploitant n'utilise plus le trichloroéthylène ni le perchloroéthylène pour le dégraissage depuis une dizaine d'année.

Les solvants organiques utilisés sont l'acétone et le pétrole désaromatisé. Les quantités mises en oeuvre sont d'environ 300 l/an et 240l/an respectivement. Elles ne dépassent pas le seuil de la déclaration au titre de la rubrique 1978-4 (1t/an), ni 1978-5 (2t/an).

L'inspection n'a pas relevé d'incohérence entre l'état des matières stockées, les quantités observées sur site et le tableau de classement.

La prescription est respectée

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage INEO Chrome

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/10/2007, article 1 (Prescriptions techniques, Titre 3)

Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance et étiquetage des produits

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une cuve d'INEO Chrome en solution. L'exploitant indique qu'il utilise le mélange INEO Chrome dans le cadre d'un programme de recherche pour le développement d'un procédé alternatif à l'usage du chrome hexavalent. L'exploitant indique ne pas connaître la composition exacte du produit et ne pas avoir obtenu de FDS de la part du fabricant. L'Inspection rappelle que l'exploitant doit disposer des informations suffisantes lui permettant de prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé humaine, la sécurité et l'environnement</p> <p>Non-conformité n°5 : Contrairement à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/10/2007, l'exploitant ne dispose d'aucun document concernant la substance INEO Chrome lui permettant de connaître la nature et les risques de la substance présente au sein de son établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Fourniture FDS

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a demandé à consulter la fiche de données de sécurité (FDS) de l'acide fluorhydrique. L'exploitant a été en mesure de présenter cette FDS.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Langue FDS

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La FDS de l'acide chlorhydrique fournie par l'exploitant est rédigée en français. La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Coordonnées fournisseur FDS

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>La FDS de l'acide fluorhydrique fournie par l'exploitant indique les coordonnées du fournisseur du produit, et notamment : l'adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente. La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise l'acide fluorhydrique dans les conditions indiquées comme « utilisations pertinentes » sur la FDS, à savoir pour le traitement de surface. Les moyens d'extinction préconisés sont présents à proximité des zones à risque.</p>

<p>Les conseils et préconisations sur le stockage de la substance sont respectés (matériau absorbant en cas de fuite et sol de l'atelier faisant office de rétention).</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Etiquetage CLP

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 31/12/2008, article 17</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Contenu des étiquettes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 17</p> <p>Règles générales</p> <p>1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. <p>2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement.</p> <p>Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bidon d'acide fluorhydrique est étiqueté en Français. L'étiquette mentionne le nom et les coordonnées du fournisseur, les identificateurs du produit, la quantité nominale de produit et les pictogrammes de danger.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Liste des équipements sous pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p>

- lors de la visite d'inspection du 20/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 19/05/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Par courriel du 5 mars 2026, l'exploitant a transmis la liste de ses équipements sous pression. Cette liste est cohérente avec les équipements relevés lors de la visite d'inspection et inclue l'ensemble des informations réglementaires mentionnées à l'article 6, III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Néanmoins, les équipements présents sur le site ne sont pas soumis à déclaration de mise en service ou à contrôle de mise en service, le produit P*V étant inférieur à 10 000 bar.l. La colonne « Soumis à DMS/CMS » est donc à corriger.

Observation n°2 : L'inspection demande à l'exploitant de corriger sa liste « article 6.III » car les équipements ne sont pas soumis à DMS/CMS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, I

Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 19/06/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce

dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
 - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
 - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
 - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
 - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- [...]

Constats :

En séance, l'exploitant indique ne pas avoir constitué les dossiers d'exploitation tels que prévu par l'article 6.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Non-conformité n°6 : L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer qu'il a établi des dossiers d'exploitation conformes à l'article 6.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Cette non-conformité ayant été relevée à deux reprises (lors de la visite du 20 mars 2025 et lors de la visite du 19 février 2026), l'inspection propose à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de constituer les dossiers d'exploitation des trois équipements présents sur le site :

- Récipient COINOX de 2021
- Récipient X PAUCHARD de 2025
- Récipient DANFOSS de 2025

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Inspections périodiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/06/2025

Prescription contrôlée :

L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

[...]Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. [...]

Constats :

La non-conformité n°3 portait sur l'absence d'inspection périodique concernant le récipient X. PAUCHARD.

L'Inspection constate sur site que le récipient X PAUCHARD a été changé par un nouvel équipement.

La non-conformité n°3 du rapport d'Inspection du 18 avril 2025 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite